

«La défaite d’Orban est celle de l’internationale réactionnaire»

Intervista a Steven Forti

Si la victoire de Péter Magyar à Budapest est une bonne nouvelle pour l’Union européenne, on ignore encore quelle alternative ce conservateur libéral incarne à droite, souligne l’historien italien. Il y voit un enjeu majeur pour tous les pays du continent

En seize ans passés au pouvoir, Viktor Orban a fait de la Hongrie un centre névralgique de l’internationale réactionnaire. Sa défaite aux élections législatives du 12 avril signifie-t-elle que la dynamique de celle-ci marque le pas ? L’historien italien Steven Forti est professeur associé d’histoire contemporaine à l’Université autonome de Barcelone (UAB), où il coordonne pour l’Espagne un projet de recherche européen sur les rhétoriques et récits extrémistes.

Quelle influence Viktor Orban a-t-il eue au sein des extrêmes droites mondiales ?

Les principaux éléments de la doctrine Orban – le rejet de l’immigration et des droits des minorités, le souverainisme – sont connus, et peu originaux à l’échelle de l’histoire de l’extrême droite. Ce qui l’est davantage, c’est la façon dont Orban a pratiqué « l’imitation de la démocratie » (*mimicking democracy*), qui consiste à respecter formellement la démocratie et l’Etat de droit (y compris le principe des élections, dont il est sorti battu), tout en minant leurs institutions de l’intérieur : mise au pas du Parlement, contrôle de la presse, changement constitutionnel... Après Vladimir Poutine, Orban a ainsi été le premier, dans l’Union européenne, à sortir des typologies classiques où la démocratie et l’autoritarisme s’opposent, pour entrer dans une zone grise où le passage de l’un à l’autre devient possible.

Il a aussi joué un rôle essentiel dans le changement de position des extrêmes droites européennes vis-à-vis de Bruxelles. Au moment des débats sur le Brexit, tous les

dirigeants européens d'extrême droite revendiquaient la sortie de l'Union européenne. Orbán n'a jamais été sur cette ligne. Il a plutôt cherché à conquérir les institutions européennes, afin de pouvoir compter sur l'argent européen, tout en cherchant à infléchir la position de l'Union sur quelques sujets-clés, tels que l'immigration ou le rapport à la Russie. Aujourd'hui, tous les partis dits « eurosceptiques » partagent cette approche.

Au-delà de l'Europe, il est aussi devenu un modèle pour les extrêmes droites américaines, aussi bien aux États-Unis qu'en Argentine ou au Chili. Le réseau de think tanks et fondations qu'il a patiemment mis en place (le Danube Institute, le Center for Fundamental Rights, ou le Mathias Corvinus Collegium) lui a permis d'entretenir des liens transatlantiques étroits. Mais Orbán avait aussi la capacité d'affaiblir l'Union européenne, un objectif stratégique que Washington partage désormais avec Moscou.

La nette défaite de Viktor Orbán face à Péter Magyar signifie-t-elle que la dynamique des extrêmes droites marque le pas à l'échelle mondiale ?

En effet, il se peut que l'on soit à un point d'inflexion, sur une trajectoire qui paraissait irrésistiblement ascendante. Cette défaite fait suite à l'échec de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, sur le référendum constitutionnel les 22 et 23 mars, à celui du candidat ultraconservateur Janez Jansa aux élections législatives slovènes du 22 mars, et même au résultat en demi-teinte du Rassemblement national aux élections municipales françaises. De vives tensions traversent, en outre, aux États-Unis, le camp MAGA [*Make America Great Again*], notamment sur les questions géopolitiques.

Compte tenu du niveau de soutien en sa faveur – de la part de l'administration Trump, du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, en plus des ingérences russes –, la défaite d'Orbán est bien une défaite de l'internationale réactionnaire. J'y vois surtout le signe que Trump est devenu un repoussoir pour beaucoup d'électeurs d'extrême droite en Europe, qui ont vu d'un très mauvais œil l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, les menaces d'invasion du Groenland et la guerre en Iran. Or, Orbán ne s'est jamais distancié de l'administration américaine.

Partout en Europe, on assiste à une dynamique d'union de la droite et de l'extrême droite. La victoire de Péter Magyar, conservateur libéral et pro-européen, signifie-t-elle que la droite libérale peut redevenir un espace d'opposition à l'extrême droite ?

Orban est lui-même issu des rangs de la droite libérale. Son parti, le Fidesz, a longtemps siégé au sein du Parti populaire européen [PPE] au Parlement européen. Orban incarne donc une forme de radicalisation de la droite traditionnelle. Péter Magyar, lui, vient des rangs du Fidesz. Il est certes entré en dissidence à l'égard de son mentor, mais il est très difficile de savoir quelle alternative il incarnera.

Et cette question se pose plus largement à l'échelle de la droite conservatrice et libérale en Europe. Depuis les années 1990, le PPE a, en effet, connu une profonde transformation : tandis que la démocratie chrétienne s'affaissait, des dirigeants conservateurs comme José Maria Aznar en Espagne, Silvio Berlusconi en Italie, Viktor Orban en Hongrie ont fait leur entrée sur les scènes nationales et européenne. Sur fond du consensus néolibéral qui s'est imposé après la chute de l'Union soviétique, le PPE est devenu un pot pourri de partis très différents, sans cohérence idéologique. Aujourd'hui, alors que les recettes néolibérales ne marchent plus, beaucoup sont tentés de copier l'extrême droite.

L'élection de Péter Magyar est donc incontestablement une bonne nouvelle pour l'Union européenne. Mais il ne faut pas être exagérément optimiste sur la capacité des forces de droite à faire barrage à l'extrême droite aujourd'hui.

Justement, dans ce contexte, que doivent faire les forces démocratiques ?

Les risques qui pèsent sur les régimes démocratiques n'ont jamais été aussi élevés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Face à cela, les forces démocratiques doivent accepter de travailler ensemble, y compris quand elles ne sont pas d'accord, pour fabriquer du compromis.

Mais, pour cela, encore faut-il avoir des visions du monde à défendre et à mettre en regard. Ce travail idéologique est à la base du travail politique, et il manque cruellement dans les rangs des démocrates, qu'ils soient de droite ou de gauche. Sur des questions aussi cruciales que la crise climatique, les migrations ou l'intelligence

artificielle, les partis de droite libérale, les gauches socialistes et les gauches radicales devraient avoir des visions de l'avenir à mettre en débat. Ce n'est pas le cas, et cela contribue à délégitimer la politique aux yeux de nombreux électeurs. L'extrême droite peut encore être battue dans les urnes. Mais elle continuera de prospérer sur le vide idéologique qu'a ouvert la fin du consensus néolibéral.